



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY

NANCY, le XX/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/08/2022

### **Contexte et constats**



Publié sur

#### **VAL'ERGIE (ex.NANCY ENERGIE) à Ludres**

226 rue Victor Grignard  
54710 LUDRES

Référence : SAF/NW/1324\_2022  
Code AIOT : 0006200373

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement VAL'ERGIE (ex.NANCY ENERGIE) à Ludres implanté 226 rue Victor Grignard 54710 LUDRES. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VAL'ERGIE (ex.NANCY ENERGIE) à Ludres
- 226 rue Victor Grignard 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006200373
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, exploite sur la commune de Ludres une installation d'incinération de déchets non dangereux (DND) et de déchets de soins à risque infectieux (DASRI).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques (zone PPA)
- Surveillance environnementale

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Conditions de respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Lettre de suites	90 jours
5	auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10	/	Lettre de suites	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Surveillance des Rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Lettre de suites	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Condition générale de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10	/	Sans objet
2	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10	/	Sans objet
3	Valeur limite des flux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 4	/	Sans objet
7	Obligation de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.1	/	Sans objet
8	Modalité de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.2	/	Sans objet
9	Transmission des résultats de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.3	/	Sans objet
10	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté d'une part sur la vérification de la conformité des mesures des rejets atmosphériques notamment en raison de l'emplacement du site qui est dans la zone PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) et d'autre part, sur les résultats de la surveillance environnementale en place.

Les constats effectués le jour de l'inspection relèvent des écarts entre les résultats des mesures des rejets atmosphériques effectuées par le bureau d'étude et ceux des mesures effectuées en continu par l'exploitant sachant que l'exploitant ne met pas en oeuvre la procédure QAL3. En outre, en lien avec l'aspect du suivi des rejets atmosphériques, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas connaissance de la prise en compte ou non du pourcentage d'abattement pour les flux sachant que cette modalité ne

peut être appliquée qu'aux concentrations et non aux calculs des flux. Eu égard des impacts peu conséquents sur l'environnement (par échantillonnage, l'inspection a constaté que les valeurs mesurées des rejets sont conformes aux prescriptions), ces demandes font l'objet d'une lettre de suite préfectorale avec un délai imparti de 90 jours (3 mois).

S'agissant de la surveillance environnementale actuellement en place, l'inspection demande à l'exploitant d'intégrer dans les prochains rapports le fonctionnement de l'installation pendant la période des campagnes de mesures (arrêt, temps de fonctionnement...). En outre, l'exploitant mènera une réflexion sur la pertinence de l'emplacement de la station 1 notamment.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Condition générale de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques de la cheminée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet vers l'atmosphère des gaz de combustion est effectué de manière contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée de 45 mètres de hauteur à 3 conduits (2 conduits fours déchets urbains - 1 conduit four spécifique déchets contaminés).
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler en ce qui concerne la hauteur de la cheminée.  A ce jour seuls deux conduits sont présents. En effet, l'installation comporte 2 lignes d'incinération indépendantes.  La ligne d'incinération spécifique aux DASRI initialement envisagée n'a jamais été construite. Les DASRI sont donc introduits (de manière complètement séparée et indépendante) dans les fours où sont traités les autres déchets reçus afin d'assurer une certaine homogénéité de la charge et de moduler le PCI des déchets incinérés. L'exploitant informe qu'à ce jour il n'y a pas de projet de construction de ladite ligne sans pour autant l'exclure.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle que les prescriptions relatives à la troisième ligne d'incinération laquelle serait spécifique aux DASRI sont caduques dans la mesure où elle n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeur limite d'émission concentration			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Pour la poussière:			
Moyenne journalière :	10 mg/ Nm <sup>3</sup> ,	moyenne demi-horaire :	30 mg/ Nm <sup>3</sup>
Pour les SOx :			
Moyenne journalière :	50 mg/ Nm <sup>3</sup> ,	moyenne demi-horaire :	200 mg/ Nm <sup>3</sup>
Pour le NOx :			
moyenne journalière :	200 mg/ Nm <sup>3</sup> (valeur cible : 80 mg/Nm <sup>3</sup> )		
moyenne demi-horaire :	400 mg/Nm <sup>3</sup> (valeur cible :	160 mg/Nm <sup>3</sup> )	
Pour les HCl :			
Moyenne journalière :	10 mg/ Nm <sup>3</sup>		
moyenne demi-horaire :	60 mg/ m <sup>3</sup>		
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection notamment le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle en date du 3 mai 2022, les mesures d'autosurveillance sont les suivantes pour la ligne 1 :			
NOx :	44,26		mg/Nm <sup>3</sup>
SOx :	2,78		mg/Nm <sup>3</sup>
HCl :	5,49		mg/Nm <sup>3</sup>
Poussière :	0,32		mg/Nm <sup>3</sup>
En outre, les mesures continues fournies par l'exploitant en date du 16 août 2022 pour la période de mai ne montrent pas de dépassements.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 3 : Valeur limite des flux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 4				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeur limite d'émission les flux				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Pour flux	la journalier	poussière 24	:	kg/j
Pour flux	les journalier	SOx 240	:	kg/j
Pour flux	le journalier	NOx 36	:	kg/j
Pour Flux journalier 360 kg/j	les	HCl	:	
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle en date du 3 mai 2022, les flux sont les suivants pour la ligne 1 :				
NOx	:	42,76	:	kg/j
SOx	:	2,98	:	kg/j
HCl	:	5,66	:	kg/j
Poussière : 0,34 kg/j				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet				

#### N° 4 : Conditions de respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18									
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions									
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet									
<b>Prescription contrôlée :</b>									
Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4 :									
Monoxyde de carbone	:	10	%						
Dioxyde de soufre	:	20	%						
Ammoniac	:	40	%						
Dioxyde d'azote	:	20	%						
Poussières totales	:	30	%						
Carbone organique total	:	30	%						
Chlorure d'hydrogène	:	40	%						
Fluorure d'hydrogène : 40 %									
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection les tableaux des paramètres du logiciel des mesures continues (prestataire : société SICK) qui montrent le pourcentage d'abattement pour les concentrations (vérifié pour : NH <sub>3</sub> , HCl, NOx et COT). L'inspection n'a pas de remarque à formuler pour ce point.									
S'agissant des calculs des flux (concentration X débit) , l'exploitant n'a pu démontrer que ces derniers sont effectués sans l'incertitude prescrite pour les concentrations.									
L'exploitant doit donc justifier, sous 3 mois, le calcul des flux avec des valeurs mesurées sans pourcentage de certitude pour chaque polluant.									
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites									
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites									
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours (3 mois)									

## N° 5 : auto surveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure en continu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir tableau de l'AP
<p><b>Constats :</b> L'inspection compare les mesures de l'autosurveillance du bureau de contrôle (SOCOTEC - rapport EK2LO_22_537 - Ligne 1 de l'incinérateur) en date du 2 mai 2022 pour la ligne 1 pour laquelle 2 essais ont été réalisés : essai 1 (10h30 à 12h05) et essai 2 (12H10 à 14h13). Pour le paramètre " NOx " pendant l'essai 1, le laboratoire de contrôle a mesuré 13,7 mg/Nm<sup>3</sup> (p36 du rapport).</p> <p>Or, l'exploitant a transmis une moyenne de 27,33 mg/Nm<sup>3</sup> pendant la même période de mesure. Pour le paramètre susmentionné, pendant l'essai 2, le laboratoire de contrôle a mesuré 48,46 mg/Nm<sup>3</sup> (p36).</p> <p>Or, l'exploitant a transmis une moyenne de 104,84 mg/Nm<sup>3</sup> pendant la même période de mesure.</p> <p>L'exploitant doit justifier cette différence de valeur en liaison avec le constat 6 du présent rapport.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection note que l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié n'intègre pas les flux annuels.</p> <p>L'inspection constate qu'au regard de la note relative à la procédure à suivre lors d'un pic de pollution dans la région Grand Est de 2018 concernant les ICPE , VAL'ERGIE devrait disposer de prescriptions de mesures d'urgence. En effet, dès lors qu'une installation émet plus de 10 t/an de poussières, abaissé à 2 t/an pour les zone PPA , elle est soumise à des mesures d'urgence par arrêté préfectoral complémentaire individuel pour la réduction des émissions atmosphériques en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant (APC Mesures d'urgence). Or, l'installation qui est située en zone PPA fonctionne 24 h/24, 7 jours/7 et selon l'exploitant les arrêts techniques pour maintenance sont d'environ 30 jours. Avec un flux journalier autorisé de 24 kg/j pour le paramètre "poussière", l'installation émet plus de 2 t/an. L'inspection précise qu'un APC Mesures d'urgence devra être pris pour réglementer les émissions dans le cas d'épisodes de pollution atmosphérique. Néanmoins, l'exploitant peut adresser ses observations dès à présent en ce qui concerne les flux annuels de ses émissions pour les poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours (3 mois)



## N° 6 : Surveillance des Rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Norme en vigueur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          (...). L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p><b>Constats :</b> Eu égard des écarts constatés par l'inspection en ce qui concerne les mesures effectuées pour le paramètre "NOx3 " (cf. constat 5 du présent rapport) par le bureau d'étude et par l'exploitant dans le cadre de son suivi continu de ses rejets, l'inspection ne peut être certaine que les mesures puissent être qualifiées de fiables, répétables et reproductibles", équivalentes à celles à mettre en œuvre dans le cadre du QAL3.</p> <p>L'exploitant doit justifier, sous 3 mois, de ces différences constatées et démontrer qu'il réalise des "mesures fiables, répétables et reproductibles" pour l'ensemble des paramètres, équivalentes à celles à mettre en œuvre dans le cadre du QAL3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours (3 mois)

## N° 7 : Obligation de surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale -étape 2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          Les points de prélèvement en fonction des matrices sont précisés dans le tableau suivant : 5 stations par jauges          - 1 fois par an :          - 1 mois en période estivale ;          - 1 mois en période hivernale.</p>
<p><b>Constats :</b> Les campagnes de mesure ont été réalisées selon la prescription. Le point 4 a été déplacé à 500 mètres pour des raisons d'accessibilité.</p> <p>Le rapport relatif aux campagnes de mesure de 2018 ont conduit l'inspection à inviter l'exploitant à mener une réflexion sur la pertinence de maintenir la station 1 (zone d'impact secondaire) à l'endroit fixé par arrêté préfectoral ou à le modifier dans la mesure où elle a fait l'objet d'influence d'autres sources de pollution. L'inspection ajoute qu'elle pourrait être déplacé au Nord de l'exploitation dans les habitations de Haut de Fléville, selon les orientations du vent.</p> <p>L'exploitant ajoute que lors de la dernière campagne de mesures, la station 5 a été déplacée car le terrain concerné a été vendu. Au regard de l'emplacement visualisé lors de la visite de contrôle, l'inspection invite l'exploitant à mener une réflexion sur la pertinence du nouvel emplacement qui pourrait être sous l'influence d'autres sources de pollution.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Modalité de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, modalité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, la température, la pluviométrie, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu par une station météorologique pendant au moins deux années consécutives implantée sur le site de l'usine d'incinération ou dans son environnement proche et représentative. L'exploitant s'assure que les données mesurées par sa station météorologique temporaire sont cohérentes avec celles acquises par la station Météo France de Nancy-Essey. Les rapports d'analyses mentionnent en ce qui concerne les matrices investiguées les taux d'exposition aux vents provenant de l'usine d'incinération.
<b>Constats :</b> L'exploitant conclut dans son rapport sur la station météo que les mesures des précipitations, de la température sont identiques à la station météo de Nancy-Essey, située à environ 10 km à vol d'oiseau (source : géoportail).  Pour la direction et la vitesse des vents une différence est notable mais l'exploitant souligne que les prélèvements s'effectuent dans les retombées maximales en fonction de la rose des vents. L'inspection fait remarquer que la station météo de Nancy-Essey montre une provenance de vent du Sud vers le Nord et qu'il n'y a pas de prélèvement dans cette direction. Aussi, dans le cas où l'exploitant souhaite supprimer la station météo placée sur son site, l'inspection propose de placer un point de mesure sous les vents précités. La station météo de Nancy-Essey deviendrait la station de référence.  L'inspection informe, néanmoins, que des réflexions sont menées au sein du Ministère actuellement pour prescrire notamment la présence d'une station météo sur le site d'exploitation pendant la durée des campagnes de mesures relatives à la surveillance environnementale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Transmission des résultats de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultats
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport des résultats de mesures de la surveillance dans l'environnement au voisinage de l'usine d'incinération est envoyé par l'exploitant dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées et au plus tard dans le délai de 2 mois qui suit la fin des prélèvements dans les matrices d'environnement.
<b>Constats :</b> Les résultats montrent des valeurs correspondantes à des valeurs mesurées dans d'autres établissements et des mesures équivalentes au point témoin.  Pour la campagne de mesure d'hiver (2 décembre- 3 janvier) 2021, la rose des vents indique une provenance des vents forts du Sud, en direction des Hauts de Fleville (zone résidentielle). Aucun prélèvement n'est réalisé dans cette zone. L'inspection demande de vérifier l'opportunité d'ajouter un point de prélèvement (voir le constat 7 du présent rapport).  L'inspection demande également de préciser dans les prochains rapports de surveillance environnementale, les modalités de fonctionnement de l'entreprise lors des prélèvements (arrêt, heure de fonctionnement...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2018, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale -étape 1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le délai maximal d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établit une description des usages se trouvant aux alentours de l'usine d'incinération (habitations, potagers, pâturages, zones industrielles, etc.) et notamment dans les zones de dispersion des installations du site ;</li> <li>- met à jour le schéma conceptuel permettant d'évaluer les enjeux et les voies d'exposition relatifs aux émissions atmosphériques des installations d'incinération ;</li> <li>- dresse un bilan des émissions atmosphériques de l'incinérateur ;</li> <li>- et propose en tant que de besoin une modification {renforcement ou allègement) de son programme de surveillance environnementale.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a remis les documents à l'inspection par courrier du 18 janvier 2022. L'exploitant conclut à une absence de modification de programme de surveillance environnementale. En effet, le schéma conceptuel reste inchangé. Néanmoins, l'inspection invite l'exploitant à mener une réflexion sur l'emplacement des stations 1 et 5 notamment (cf constat 7 du présent rapport).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet